

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 37.103/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 4 mai 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 26 mai 2004 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

Formalités préalables

1. L'article 3 de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations dispose :

"Chaque acte juridique émanant d'une autorité publique non fédérale qui a pour but de rendre applicable des dispositions du présent arrêté à son personnel, ne produit ses effets que lorsqu'il a obtenu l'accord préalable du Conseil des Ministres fédéral."

L'alinéa 7 du préambule du projet vise l'accord du Conseil des ministres fédéral, donné le 20 juin 2002.

Cet accord, déjà ancien, du Conseil des ministres fédéral a déjà été visé au préambule de l'arrêté du Gouvernement du 30 avril 2003 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

Selon la note aux Membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

"Le statut actuel ne prévoit que l'interruption de carrière à temps plein ou à mi-temps. On se souviendra que le Gouvernement avait déjà marqué accord pour étendre ces systèmes, mais que les modifications avaient finalement été retirées suite à l'avis du Conseil des ministres fédéral joint en annexe (cf le point 27 du Conseil des Ministres du 17/10/02). L'intention était d'attendre la publication d'un nouvel

.../...

arrêté royal en la matière. En l'absence d'une telle publication à ce jour "je" propose de reprendre les dispositifs qui avaient été laissés en suspens, en tenant compte de la remarque du Conseil des ministres fédéral, c'est-à-dire en ne reprenant plus les fractions 1/3 et 1/4 temps."

Compte tenu des décisions successives prises par le Conseil des ministres et non communiquées au Conseil d'État, la section de législation n'est pas en mesure de vérifier si le texte qui lui est actuellement soumis est bien celui sur lequel l'accord du 20 juin 2002 précité a été donné ou si ce texte a fait l'objet d'un accord subséquent.

2. L'article 19, § 1^{er}, de l'A.R.P.G., dispose :

"Les dispositions du statut qui placent les agents absents dans une position administrative leur conservant le droit au traitement, à l'avancement de traitement, à l'ancienneté administrative ou les titres à la promotion sont préalablement approuvés par l'autorité fédérale compétente en matière de pensions."

Les dispositions du projet examiné relatives à l'interruption de carrière et au congé de formation doivent, notamment, faire l'objet de l'accord du Ministre fédéral des pensions. Cet accord doit être visé au préambule du projet.

3. C'est sous la réserve de l'accomplissement de ces deux formalités préalables que les observations suivantes sont formulées.

Fondement légal

La compétence du Gouvernement, en matière de fixation du statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, trouve son fondement soit dans l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, soit dans les textes législatifs constitutifs des différents organismes concernés.

L'ensemble de ces dispositions doivent être visées au préambule, avec la mention de leurs modifications encore en vigueur, en lieu et place de l'article 40 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

.../...

L'auteur du projet pourra s'inspirer, sur ce point, de la rédaction des préambules des différents arrêtés ayant précédemment modifié l'arrêté du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, dont notamment l'arrêté du 25 septembre 2003 ⁽¹⁾.

Observations particulières

Préambule

Il n'est plus nécessaire de viser au préambule, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 2 avril 2003 modifiant certains aspects de la législation relative à l'organisation et au fonctionnement de la section de législation du Conseil d'État, la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'État dans un délai ne dépassant pas un mois.

L'alinéa 12 du préambule sera donc omis.

Dispositif

Article 5 du projet (article 170, § 2, en projet)

Comme dans l'ensemble du projet ⁽²⁾, il y a lieu de prévoir une compétence conjointe du directeur général et du directeur général adjoint, il convient donc d'écrire :

"(...) à moins que ceux-ci n'acceptent un délai plus court."

⁽¹⁾ Moniteur belge du 24 octobre 2003.

⁽²⁾ Voy. notamment l'article 80, alinéas 2 et 3.

Article 5 du projet
(article 171 en projet)

L'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 7 mai 1999 précité dispose :

"L'agent occupé dans un régime de travail à temps plein qui a atteint l'âge de 50 ans peut obtenir un congé pour interrompre sa carrière à raison d'un cinquième, d'un quart, d'un tiers ou de la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées jusqu'à la retraite, pour autant qu'il s'engage, selon les conditions et modalités fixées par l'autorité compétente, à interrompre partiellement sa carrière jusqu'à la retraite."

L'article 171, alinéa 2, en projet, ne s'inscrit qu'imparfaitement dans l'exécution de cette disposition en ce que :

- d'une part, il autorise l'agent à reprendre son travail à plein temps;
- d'autre part, il sanctionne financièrement l'agent qui augmente la durée de ses prestations sans reprendre son travail à plein temps, ce que ne prévoit pas le texte fédéral précité.

Il est, en outre, inutile de prévoir que l'agent qui reprend son travail à plein temps perd le bénéfice de l'allocation d'interruption majorée.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 37.103/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 4 mei 2004 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 26 mei 2004 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

Voorafgaande vormvereisten

1. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen bepaalt:

"Iedere rechtshandeling uitgaande van een niet-federale overheid die tot doel heeft bepalingen van dit besluit van toepassing te maken op zijn personeel, kan slechts uitwerking hebben wanneer zij het voorafgaandelijk akkoord verkregen heeft van de federale Ministerraad."

In het zevende lid van de aanhef van het ontwerp wordt verwezen naar de akkoordbevinding van de federale Ministerraad, van 20 juni 2002.

Die akkoordbevinding van de federale Ministerraad, die reeds oud is, wordt al genoemd in de aanhef van het besluit van de Regering van 30 april 2003 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In de nota aan de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering staat het volgende :

"Het huidige statuut voorziet enkel in een voltijdse of halftijdse loopbaanonderbreking. Ter herinnering, de regering keurde reeds de uitbreiding van deze systemen goed, maar de wijzigingen werden uiteindelijk ingetrokken ingevolge het advies van de federale ministerraad (cf. punt 27 van de ministerraad van 17/10/02). De bedoeling was te wachten tot een nieuw koninklijk besluit ter zake gepubliceerd werd. Bij gebrek aan zo'n publicatie tot op heden stel ik voor om de voorzieningen te hernemen die toen werden uitgesteld. Hierbij wordt rekening gehouden met de opmerking van de federale ministerraad: geen opname meer van de 1/3 en 1/4 tijd."

Gezien de opeenvolgende beslissingen van de Ministerraad, die niet aan de Raad van State zijn meegedeeld, is de afdeling Wetgeving niet in staat na te gaan of de tekst die haar thans is voorgelegd wel die is waarop de genoemde akkoordbevinding van 20 juni 2002 betrekking heeft dan wel of er aangaande die tekst een latere akkoordbevinding is.

2. Artikel 19, § 1, van het APKB luidt als volgt:

"Voor de bepalingen van het statuut die de afwezige ambtenaren in een administratieve stand plaatsen met recht op wedde, bevordering tot een hogere wedde, administratieve anciënniteit of loopbaanaanspraken, is vooraf de goedkeuring van de inzake pensioenen bevoegde federale overheid vereist."

Voor de bepalingen van het voorliggende ontwerp betreffende de loopbaanonderbreking en het vormingsverlof is inzonderheid de akkoordbevinding van de federale Minister van Pensioenen vereist. Die akkoordbevinding moet vermeld worden in de aanhef van het ontwerp.

3. Onder voorbehoud van de vervulling van die twee voorafgaande vormvoorschriften worden de volgende opmerkingen gemaakt.

Rechtsgrond

De bevoegdheid van de Regering tot het vaststellen van het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is gebaseerd op hetzij artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, hetzij de wetteksten waarbij de verschillende betrokken instellingen zijn opgericht.

Al die bepalingen en de nog geldende wijzigingen ervan moeten in de aanhef worden vermeld, in plaats van artikel 40 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

De steller van het ontwerp kan zich daarvoor baseren op de redactie van de aanhef van de verschillende besluiten waarbij het besluit van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eerder al is gewijzigd, onder meer het besluit van 25 september 2003 ⁽¹⁾.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Sedert de inwerkingtreding van de wet van 2 april 2003 tot wijziging van sommige aspecten van de wetgeving met betrekking tot de inrichting en de werkwijze van de afdeling wetgeving van de Raad van State, hoeft in de aanhef geen melding meer te worden gemaakt van het besluit van de Regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand.

Het twaalfde lid van de aanhef moet dus vervallen.

⁽¹⁾ Belgisch Staatsblad van 24 oktober 2003.

Dispositief

Artikel 5 van het ontwerp
(ontworpen artikel 170, § 2)

Zoals in het hele ontwerp ⁽²⁾, moet in een gezamenlijke bevoegdheid van de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal worden voorzien.

Men schrijve dus:

"(...) tenzij laatstgenoemden een kortere termijn aanvaarden".

Artikel 5 van het ontwerp
(ontworpen artikel 171)

Artikel 8, § 1, van het genoemde koninklijk besluit van 7 mei 1999 bepaalt:

"De ambtenaar tewerkgesteld in een voltijdse arbeidsregeling die de leeftijd van 50 jaar bereikt heeft kan verlof bekomen om zijn loopbaan te onderbreken ten belope van een vijfde, een vierde, een derde of de helft van de duur van de prestaties die hem normaal worden opgelegd, tot aan zijn pensioen in zoverre hij zich, volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald door de bevoegde overheid, engageert om zijn loopbaan gedeeltelijk te onderbreken tot aan zijn pensioen."

Het ontworpen artikel 171, tweede lid, is niet helemaal de tenuitvoerlegging van deze bepaling, voorzover bij dat artikel:

- enerzijds aan de ambtenaar wordt toegestaan zijn werk voltijds te hervatten;
- anderzijds de ambtenaar die de duur van zijn prestaties verhoogt zonder zijn werk voltijds te hervatten, financieel wordt gestraft, een bestraffing waarin de genoemde federale bepaling niet voorziet.

⁽²⁾ Zie inzonderheid artikel 80, tweede en derde lid.

Het is bovendien overbodig te bepalen dat de ambtenaar die zijn werk voltijds hervat, geen verhoogde onderbrekingsuitkering meer krijgt.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS